



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 17 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN**

Site du Niémont  
Route de Nancy  
88300 NEUFCHATEAU

Références : S-22-241RP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN implanté Site du Niémont Route de Nancy 88300 NEUFCHATEAU. L'inspection a été annoncée le 29/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN
- Site du Niémont Route de Nancy 88300 NEUFCHATEAU
- Code AIOT dans GUN : 0006204715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

La déchetterie et l'aire de compostage des boues collectent les déchets amenés par les usagers et les boues en provenance de la collectivité "Régie Autonome des Eaux et de l'Assainissement de Neufchâteau" (Reane).

Le site est protégé des intrusions éventuelles par une clôture, qu'il convient de réparer car elle est absente à certains endroits ou endommagée.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (n°488/2021/DREAL/UD88 du 04 juin 2021).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ....

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Délai imposé par la mise en demeure pour remise en conformité	AP de Mise en Demeure du 04/06/2021, article 2	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le délai, imposé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 488/2021/DREAL/UD88 du 04 juin 2021 pour réparer la clôture du site, n'a pas été respecté. L'inspection propose de ne pas engager dans l'immédiat les suites administratives requises et d'accorder un délai supplémentaire de deux mois à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Délai imposé par la mise en demeure pour remise en conformité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/06/2021, articles 1 et 2
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1 -</b> La communauté de communes de l'Ouest Vosgien, sise 2 bis avenue François de Neufchâteau à Neufchâteau, est mise en demeure, sous un délai ne dépassant pas deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions de l'article 71.1. de l'arrêté préfectoral n° 842/2002 du 23 avril 2002.  <b>Article 2 -</b> Afin de justifier du respect de la présente injonction préfectorale, la communauté de communes de l'Ouest Vosgien devra fournir au Préfet des Vosges, sous un délai de deux mois, les documents attestant des travaux de mise en conformité réalisés sur la clôture.
<b>Constats :</b> Les travaux de remise en conformité de la clôture n'ont pas été réalisés. L'exploitant en a expliqué les raisons dès le début de la visite d'inspection : délai trop court et difficulté pour trouver une entreprise en période de pandémie notamment. Un devis pour faire les travaux demandés a été présenté à l'inspection. De plus et consécutivement à la visite, l'exploitant a, en date du 31 janvier 2022, fait parvenir à l'Inspection une demande de prorogation du délai imposé pour la mise en conformité de son installation au regard des prescriptions susvisées.  Compte tenu de ce qui précède, l'inspection propose de ne pas engager dans l'immédiat les suites administratives requises et d'accéder à la demande de l'exploitant en lui accordant un délai supplémentaire de deux mois.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir pris du temps à chercher la meilleure solution sur le plan technique et financier afin de se mettre en conformité.  Le choix de l'exploitant s'est finalement porté sur une entreprise, qui en raison de sa charge de travail, n'interviendra qu'en mars – avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites